

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 Avignon

Avignon, le 27 juin 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EDILTECO SUD**

840 RUE DE LA VERDETTE  
84130 LE PONTET

Références : D-00432-2024/LRAR N°1A 204 774 9448 5  
Code AIOT : 0006405204

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2024 dans l'établissement EDILTECO SUD, implanté 840 RUE DE LA VERDETTE - 84130 LE PONTET. L'inspection a été annoncée le 13/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Un signalement de l'ARS, faisant état de 4 cas de légionelloses, a permis d'investiguer dans les ICPE suivies par l'Unité interdépartementale Vaucluse-Arles, celles possédant des Tours Aéro Réfrigérantes (TAR) sur la Commune du Pontet (84130).

Cette inspection fait suite à la fourniture par EDILTECO, sur demande de l'Inspection, des résultats d'autosurveillance des rejets des Tours Aréoréfrigérantes (TAR).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDILTECO SUD
- 840 RUE DE LA VERDETTE - 84130 LE PONTET
- Code AIOT : 0006405204
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

EDILTECO est une entreprise française spécialisée dans les isolations pour le bâtiment. Le site historique du groupe est basé à St Germain (près de Cholet).

En 2020, EDILTECO a acquis les actifs de la société DELTISOL.

Comme suite à cette croissance externe, les équipes ont été dispatchées entre les sites de St- Germain et du Pontet.

Le site compte une trentaine de salariés et fonctionne désormais en 1X8 suite à la baisse d'activité.

### **Contexte de l'inspection :**

- Suite au signalement de l'ARS de 4 cas de légionelloses sur la commune du Pontet, la vérification des résultats d'analyse des TAR dans le secteur a permis d'identifier le dépassement, pour le mois de mai 2024, de la concentration en légionelles de la TAR n° 2 exploitée par la société EDILTECO SUD.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Légionelles / prévention légionellose

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Section 5 : Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.	Mise en demeure, respect de prescription	Sans délai (arrêt dispersion TAR) / 3 mois
2	Section 5 : Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.	Mise en demeure, respect de prescription	10 jours
3	Section 5 : Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.	Lettre de suite	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la réception des résultats non conformes de la Tour AéroRéfrigérante (TAR) n° 2, suite au prélèvement réalisé par le laboratoire Normec ABIOLAB le 06 mai 2024, l'exploitant n'a pas respecté les prescriptions de l'AMPG du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921, notamment lors d'une analyse mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/l. Les écarts relevés sont les suivants:

- absence d'information immédiate de l'inspection des installations classées ;
- absence de mise en application de la procédure d'arrêt immédiat de la dispersion (ou arrêt des ventilateurs) ;

- absence de recherche de la ou les causes de dérive et de mise en place des actions correctives correspondantes avant la remise en service de la dispersion (révision complète de l'analyse méthodique des risques dans un délai de quinze jours si la cause de dérive n'est pas identifiée) ;
- absence de réalisation de nouvelles analyses de la concentration en Legionella pneumophila dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions curatives et correctives pour vérifier leur efficacité ;
- absence d'analyses de la concentration en Legionella pneumophila tous les quinze jours (et pendant trois mois) ;
- absence d'engagement de remise à jour de l'analyse méthodique des risques, les plans d'entretien et de surveillance en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion ;
- non transmission par courrier du rapport global sur l'incident dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident ou dix jours si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupé de légionellose, précisant l'ensemble des mesures curatives et préventives mise en place, en y joignant les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés ainsi que la fiche de la stratégie de traitement.

Outre ces mesures non respectées, le rapport global de l'installation réalisé par un organisme habilité, est demandé à l'exploitant dans un délai de six mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Section 5 : Dispositions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles
<p><b>Prescription contrôlée première partie :</b></p> <p>1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2017) mettent en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.</p> <p>a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention « URGENT &amp; IMPORTANT - TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE - DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU ».</p> <p>Ce document précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les coordonnées de l'installation ;</li> <li>- la concentration en Legionella pneumophila mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;</li> <li>- la date du prélèvement ;</li> <li>- les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de</li> </ul>

réalisation.

En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.

Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours.

b) À l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (Août 2017). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté.

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (Août 2017) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion.

#### **Constats :**

L'exploitant n'a pas tenu informée l'inspection des installations classées (IIC) des résultats de l'analyse réalisée le 6 mai 2024 par le laboratoire Normec ABIOLAB qui ont montré un dépassement du seuil autorisé dans l'eau en légionelles dans la TAR n°2 .

En effet, l'exploitant a déclaré avoir reçu, le 15 mai 2024, les résultats du prélèvement qui ont montré une concentration en Legionelles de 2 200 000 UFC/l dans l'échantillon, soit une concentration 22 fois supérieure au seuil autorisé fixé à 100 000 UFC/l dans l'eau. Cependant, les mesures telles que définies dans la prescription contrôlée, n'ont pas été respectées.

L'inspection n'a pas été informée de ce résultat et les déclarations d'autosurveillance dans l'application ont été défaillantes.

L'exploitant a déclaré pendant l'inspection qu'une panne moteur de la TAR n°2, intervenue courant avril a entraîné des mesures d'urgence en interne. Ces mesures ont été prises et menées à l'initiative du chef de production du site sans la mise en place d'un document de traçabilité des actions réalisées.

A noter qu'en 2022, un pic en *Legionella pneumophila* avait été mesuré à 99 000 UFC/l le 02/09/2022 sur la TAR moule 2.

Déjà à l'époque, le moteur de la TAR2 était en cause.

**Post-inspection :**

L'exploitant a adressé, le 13 juin 2024, un courrier reprenant les actions correctives mises en place par le chef de production dès la réception des résultats de la TAR N°2, reçu le 15 mai 2024.

Ces mesures s'articulent de la façon suivante :

16 mai : vidange bassin et de l'ensemble du réseau, double rinçage avant remplissage du bassin et traitement suivant : 3 pastilles ADIC 516 + 10 Lites de ADICIDCA W-128 ;

24 mai : vidange bassin et de l'ensemble du réseau, simple rinçage avant remplissage du bassin et traitement suivant : 3 pastilles ADIC 516 + 10 Lites de ADICIDCA W-128 ;

31 mai : Traitement identique de celui du 24 mai ;

7 juin : Traitement identique de celui du 24 mai ;

4 juin : un traitement identique à celui réalisé le 16 mai.

L'exploitant précise dans ce même courrier avoir mis en place, avec le laboratoire Normec Abiolab, un suivi tous les quinze jours, à compter du mardi 18 juin et pendant 3 mois, de la qualité de l'eau de la TAR n° 2 afin de vérifier l'abattement de la concentration en *Legionella pneumophila* en vue de rétablir une concentration inférieure à 1000 UFC/l d'eau.

Au vu des informations fournies lors de la visite et post inspection, l'IIC demande à l'exploitant de maintenir les mesures exigées, conformément aux prescriptions contrôlées lors de l'inspection, à savoir :

- la mise en application de la procédure correspondante : arrêt immédiat de la dispersion (ou arrêt des ventilateurs) ;
- la recherche de la ou les causes de dérive et de mettre en place les actions correctives correspondantes avant la remise en service de la dispersion ;
- la réalisation de nouvelles analyses de la concentration en *Legionella pneumophila* dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions curatives et correctives pour vérifier leur efficacité ;
- de procéder à des analyses de la concentration en *Legionella pneumophila* tous les quinze jours pendant trois mois ;
- de remettre à jour l'analyse méthodique des risques, les plans d'entretien et de surveillance en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion.

Dans le cadre du dépassement de 100 000 UFC/l, de la concentration en *Legionelles*, il a été demandé à l'exploitant :

- de procéder à la conservation des échantillons d'analyses durant une période de 3 mois (pour sérotypage des souches) en prévision d'une déclaration potentielle de légionellose.

L'exploitant doit également tenir informer, conformément au point c) de la prescription contrôlée et durant tout le suivi, l'inspection des installations classées (IIC) de l'évolution des actions pour la gestion de cet accident.

L'exploitant met à jour son Analyse Méthodique des Risques (AMR) et l'adresse à l'IIC dans le respect du même délai.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** Sans délai (arrêt dispersion TAR) / 3 mois (autres)

## N° 2 : Section 5 : Dispositions d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles

**Prescription contrôlée deuxième partie :**

e) Un rapport global sur l'incident est transmis l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas **deux mois** à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que **leur calendrier d'application**.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV du présent article.

Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives, joint au carnet de suivi.

**Constats :**

Compte tenu du non-respect des mesures précitées et qu'il y a lieu de fixer un délai pour l'envoi du rapport global sur l'incident à l'inspection des installations classées, l'exploitant est tenu d'envoyer, dans un délai n'excédant pas 10 jours à réception du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 10 jours

**N° 3 : Section 5 : Dispositions d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles
<b>Prescription contrôlée troisième partie :</b>  f) Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV-1 du présent article.  g) Cas d'une installation pour laquelle l'arrêt immédiat de la dispersion de l'eau par la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est impossible.  Hors tout épisode de dépassement, l'exploitant d'une telle installation en informe le préfet, et lui soumet les mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre en cas de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure à 100 000 UFC/L.  Si l'installation est également concernée par l'article 26-I-2 c, les mesures compensatoires liées au nettoyage annuel et aux cas de dépassement de 100 000 UFC/L peuvent être soumises de manière conjointe.  L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.  Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant est tenu d'envoyer à l'IIC, la vérification à réaliser par un organisme habilité de la TAR n° 2 conformément au point f) de la prescription contrôlée.  L'exploitant n'a pas fait mention, lors de la visite, de l'incompatibilité qui serait liée à l'arrêt immédiat de la dispersion de l'eau de la TAR et les conditions liées à la sécurité du site ainsi qu'à l'outil de production.  Il est demandé à l'exploitant de veiller au respect de la prescription et de fournir sous 6 mois tous les documents justificatifs.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois